

Coronavirus: Macron prolonge le confinement jusqu'au 11 mai

Paris, 13 avr. 2020 (AFP) -

Emmanuel Macron a annoncé lundi la prolongation du confinement jusqu'au 11 mai dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 qui a fait près de 15.000 morts en France, et promis que les écoles et crèches commenceront à rouvrir à cette date.

"L'épidémie commence à marquer le pas" et "l'espoir renaît", a souligné le président, tout en reconnaissant que la France n'était "à l'évidence pas assez préparée" à la pandémie.

"Rien n'est acquis", a souligné le président, qui a commencé son allocution juste après les applaudissements de 20H00. A la fin du confinement, "à partir du 11 mai, nous rouvrirons progressivement les crèches, les écoles, les collèges et les lycées", a-t-il ajouté, mais les universités ne rouvriront pas "avant l'été".

"Le 11 mai, nous serons capables de tester toutes les personnes ayant un symptôme", a-t-il affirmé, tout en demandant aux personnes âgées et fragiles de rester confinées.

Selon un dernier bilan lundi soir, l'épidémie de coronavirus a fait 14.967 morts en France, 574 de plus depuis dimanche. 9.588 personnes sont mortes dans les hôpitaux (335 de plus en 24 heures) et 5.379 dans les maisons de retraite et autres établissements médico-sociaux.

Pour le cinquième jour consécutif, le nombre de patients en réanimation a également baissé: 24 patients en moins depuis dimanche.

Le déconfinement, déjà amorcé dans quelques pays européens, s'annonce comme une entreprise infiniment délicate.

L'opération pourrait s'avérer catastrophique si n'était pas mis en place un système de tests massifs et d'isolement des personnes infectées, selon une étude réalisée notamment par l'Inserm qui laisse entendre qu'il ne pourrait pas intervenir avant fin mai-juin.

"La levée du confinement sans stratégie de sortie entraînerait une deuxième vague écrasant largement le système de santé", selon le résumé de l'étude, mise en ligne dimanche et révélée lundi par Le Monde.

"Il ne faut pas trop rapidement se projeter dans le jour d'après. Nous entrons pour de nombreux mois" dans une crise "qui sera extrêmement profonde", a prévenu de son côté Stanislas Guerini, le délégué général de La République en marche, comme pour préparer les esprits. La réouverture des commerces et des écoles, en particulier, semble encore lointaine.

Le chef de l'Etat aborde cette étape lesté d'une défiance de l'opinion envers sa gestion de la crise. Elle se cristallise, selon les sondages, sur la question de la disponibilité des masques et des tests de sérologie.

- "Volonté de rassemblement" -

Le numéro un du PS avait souligné qu'une "part de la population ne se nourrit plus à sa faim", relève-t-il avant de demander au gouvernement "une aide exceptionnelle de 300 euros par foyer, et une majoration de 100 euros par enfant, pour tous les ménages bénéficiaires des minima sociaux, des aides au logement et de l'allocation de rentrée scolaire".

Le Secours Catholique redoute aussi un basculement dans "la grande précarité" de nombreux Français, notamment les étudiants et les intérimaires.

Sur ce point, Emmanuel Macron a annoncé lundi une aide sans délai aux familles les plus modestes.

Après quatre semaines de confinement, le bien-être des enfants préoccupe également de plus en plus. "Le temps passe, le stress monte", a expliqué le psychiatre Richard Delorme sur France Inter.

"On ne les voit pas tellement dans la rue. On les met devant la télévision, devant les écrans et ils sont très tendus", souligne ce chef du service de psychiatrie de l'enfant à l'hôpital parisien Robert-Debré.

Le chef de l'Etat a décalé sa prise de parole à lundi pour prendre le temps de consulter, des médecins --dont le professeur Didier Raoult, héraut du traitement à l'hydroxychloroquine contre le Covid-19, avec qui il s'est entretenu presque chaque jour, selon un proche--, mais aussi des élus, associations et homologues européens.



► 13 avril 2020 - Edition Fil Gen

"Sur ces décisions lourdes, il a une vraie volonté d'union et de rassemblement, en prenant des avis directement sur le terrain", souligne un membre de son entourage. Il devait encore s'entretenir dimanche et lundi avec les présidents des deux assemblées, Gérard Larcher et Richard Ferrand, ainsi que plusieurs maires de régions différentes, ou encore la chancelière allemande, Angela Merkel.

Autre sujet sur lequel il est attendu: la question de la fermeture des frontières nationales ou de l'UE, même s'il sera au menu d'un sommet européen virtuel fin avril.

L'opposition a multiplié de son côté ses critiques de la gestion de la crise. Le député LR Eric Ciotti s'est dit "en colère" qu'on ait "laissé mourir nos vieux" du Covid-19 dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad). Et Marine Le Pen (RN) a dénoncé "l'inertie d'une véritable bureaucratie qui fait que l'on a le sentiment que rien n'avance".

D'aucuns s'essaient aussi à concevoir le jour d'après : le numéro deux de la France insoumise, Adrien Quatennens, appelle ainsi à "profiter d'une mise à l'arrêt de pans entiers de l'économie pour penser un autre modèle."
cs-pol-acs-ib/nm

Afp le 13 avr. 20 à 20 47.